

## Retour sur les violences

Hervé Maupeu\*

« *Even rigging requires a little intelligence* »  
(Mwai Kibaki, septembre 1988)<sup>1</sup>

« *L'expression ultime de la souveraineté réside largement dans le pouvoir et la capacité de dire qui pourra vivre et qui doit mourir* »  
(A. Mbembe 2006, p. 29)

Depuis un certain temps, l'optimisme sur la troisième vague de démocratisations n'est plus de mise. De plus en plus d'auteurs nous sensibilisent aux effets pervers des démocraties électorales qui se sont multipliées au début des années 90. À l'époque, beaucoup espéraient que le développement conjoint de la démocratie et du libéralisme déboucherait sur la paix et la prospérité générale. Or dans de nombreux pays, ce sont plutôt les violences, les purifications ethniques et les réactions autoritaires qui semblent au rendez-vous.

---

\* L'auteur est maître de conférence en Science Politique et directeur du CREPAO (Centre d'Etude et de Recherche sur les Pays d'Afrique Orientale, Université de Pau et des pays de l'Adour).

<sup>1</sup> Le régime de Daniel arap Moi avait tenté de lui enlever la direction de la cellule de la KANU dans sa circonscription d'Othaya à la suite d'élections truquées.

La conflagration violente que le Kenya a connu de décembre 2007 à mars 2008 a d'autant plus surpris que la démocratisation kenyane était présentée comme la plus aboutie de la région, particulièrement depuis l'alternance politique de 2002. Qui plus est, le Kenya et la Tanzanie sont les deux seuls pays de l'Afrique Orientale à n'avoir pas connu de conflits armés majeurs. Du moins, ils n'ont pas subi de guerre civile ravageuse comme tous leurs voisins. Bien sûr, la culture politique kenyane est depuis longtemps plus violente que celle de la Tanzanie. Néanmoins, les violences sociales ont beaucoup augmenté au Kenya depuis le retour du multipartisme et la diffusion d'une économie de marché non régulée. Ainsi, la thèse très générale d'Amy Chua selon laquelle « *la propagation mondiale du marché et de la démocratie est une cause importante des violences ethniques, un facteur aggravant des haines de groupes à travers le monde non occidental* »<sup>2</sup> semble trouver une illustration probante dans le Kenya contemporain. Cette approche largement partagée par des anthropologues comme Arjun Appadurai ou des journalistes comme Robert D. Kaplan<sup>3</sup>, a le mérite de nous obliger à réfléchir à la nature particulière du capitalisme dans cette zone de l'Afrique ainsi qu'à la forme de démocratie qui s'y est récemment imposée afin de saisir leurs mécanismes qui induisent des violences, en l'occurrence de haute intensité (près de 1500 morts et 300 000 déplacés) et qui sont couramment présentés comme opposant des communautés ethniques.

Nous étudierons les violences électorales de 2007 – 2008 en présentant d'abord les principaux paradigmes d'analyse qui ont permis d'appréhender les violences politiques de l'ère multipartisane au Kenya. Cela nous conduira à mettre l'accent sur les logiques politiques qui taraudent une région du Kenya, la Rift Valley. Les politiques foncières mises en oeuvre par l'État colonial et post-colonial, sous des régimes

---

<sup>2</sup> A. Chua, 2008, p. 22.

<sup>3</sup> A. Appadurai, 2007 ; R.D. Kaplan, 2000.

aux stratégies différentes, ont créé des dynamiques d'exclusion qui trouvent à s'exprimer dans un contexte de démocratie électorale et de capitalisme de copinage. Jusqu'aux dernières élections générales, les effets meurtriers de ces ethnonationalismes étaient largement cantonnés à la seule Rift Valley. Or ces mécanismes tendent à contaminer aujourd'hui tout le territoire, notamment à travers les rapports inter-communautaires au sein des villes.

### **LES PARADIGMES D'ANALYSE DES VIOLENCES ÉLECTORALES DE 2008**

Trois mois après le début de la crise, de nombreux spécialistes de la vie politique kenyane ont déjà livré des analyses argumentées qui préfigurent probablement le contenu de leurs futurs articles universitaires. Cette rapidité de la prise de parole est inhabituelle dans cette corporation<sup>4</sup>. Cela correspond certainement à une évolution de notre métier qui s'adapte aux nouvelles formes de communication. Les différents types de media sollicitent auprès des chercheurs des clefs de compréhension et surtout, des sites sur internet proposent des tribunes permettant une expression plus complexe que les interviews des journalistes. C'est le cas en particulier d'Open Democracy qui apparaît comme le site privilégié par la plupart des kenyanistes.

Les modes d'interprétation de la crise kenyane ont été plutôt divers. Ce pluralisme a d'abord le mérite de remettre en question la démarche majoritaire des media occidentaux qui communient dans une fascination voyeuriste de ce qu'ils présentent comme une barbarie irrationnelle. Or comme l'explique Madeleine Bunting, l'excellente

---

<sup>4</sup> Ainsi, le génocide rwandais a amené beaucoup de réactions de part des universitaires mais après un temps de latence relativement important. Les conflits en Sierra Leone ou au Liberia ont également provoqué des analyses plutôt tardives.

éditorialiste de *The Guardian*, « *La violence au Kenya est peut-être atroce, mais ce n'est pas une 'sauvagerie' sans fondement* »<sup>5</sup>. La tendance à ne pas rechercher de causes sociales (ou historiques) à ces violences relèverait moins d'une certaine paresse intellectuelle que de clichés inconsciemment racistes sur la façon dont les populations du Nord appréhendent les pays du Sud. Les analyses universitaires vaccinent contre ce type de risques. Bien sûr, leurs approches sont variées mais somme toute assez complémentaires.

Les violences électorales ont donné lieu au Kenya à de nombreuses études. Ce sont essentiellement les ONGs des droits de l'homme, très développées dans ce pays qui se sont intéressées à ce sujet. Du point de vue des sciences sociales, elles ont fait de la notion de « violence électorale » un concept opérationnel notamment en le définissant précisément et d'une façon qui permet une analyse pertinente. À cet égard, l'approche de la Central Depository Unit (CDU) est l'une des plus intéressante. Elle conçoit les violences électorales comme

« N'importe quel acte ou série d'actes qui nuisent ou menacent de nuire à des individus ou à des groupes de personnes, de causer des dommages à des biens ; si les actes ou les séries d'actes ont pour but ou pour conséquence des manipulations sur les choix ou les résultats électoraux. Les dommages provoqués peuvent être physiques, psychologiques ou les deux. La violence électorale peut survenir avant, pendant ou après une élection »<sup>6</sup>.

Dans leur démarche, ces militants refusent de distinguer les violences pré-électorales de celles qui apparaissent après le scrutin. Ils s'appuient sur leur observation qui montre que les cycles de violence politique s'amorcent souvent avant l'élection et ne prennent pas fin

<sup>5</sup> 14 janvier 2008. Le sous-titre de son article exprime clairement l'enjeu de sa critique des media occidentaux qui présentent les violences dans les pays du Sud : « *Le fanatisme exotique de l'Afrique produit par les occidentaux signifie que nous avons échoué à comprendre les raisons réelles des conflits dans les pays en voie de développement* ».

<sup>6</sup> Central Depository Unit, *Monitoring Election Violence. Final Report of 2002 General Election*, Nairobi, 2003, p. 17.

après, même si la personne à l'origine des problèmes a été élue. Cela fait dire à la CDU que : « *Les élections ne concernent pas que la campagne et le jour du vote. Le processus électoral est un cycle qui dure tout le temps qu'un gouvernement est au pouvoir* »<sup>7</sup>. Cette approche extensive des violences électorales est très pertinente dans le cas du Kenya. Pour autant, il ne s'agit pas de confondre dans un même concept les violences politiques et les violences électorales. Comme on le verra dans l'étude des tensions du début 2008, certains conflits ont été réactivés à l'occasion des élections mais les enjeux ne sont pas liés au scrutin et le nombre de morts dans ces zones et durant la période électorale est sensiblement le même qu'au cours de ces dernières années.

Les ONGs des droits de l'homme nous ont également montré la grande diversité des violences électorales qui prennent des expressions aussi différentes que

« assassinats, tentatives d'assassinats, confinement, agression, menaces de violence, torture, incendie volontaire, viol, harcèlement sexuel, enlèvement, obstruction, pillages, menaces, intimidation, discours de haine et diffamation. D'autres sont : insultes, arnaques politiques, détournement, destruction de biens, dommages à des biens, répression économique, sabotage, évictions, fermeture des bureaux de partis politiques ou de bureaux de campagne, interruption violente de réunions publiques ou de rassemblements de campagne, incluant des changements soudains de leurs lieu par les autorités »<sup>8</sup>.

Au delà d'un catalogue de pratiques, cette liste témoigne de la multiplicité des moyens usés par la classe politique.

L'analyse des ONGs se fait à travers une focale d'analyse qui est avant tout de type néo-institutionnaliste. Elles ont une démarche pragmatique dans le sens où elles font des sciences sociales « appliquées ». Cela les amène à rechercher quelles sont les institutions

---

<sup>7</sup> *Ibid.* p. 5.

<sup>8</sup> *Ibid.* p. 17.

qui sont les acteurs sociaux importants car leur objectif est de proposer des changements et si possible des améliorations dans le fonctionnement des institutions. En ce sens, ces juristes (car ils ont le plus souvent des diplômes de droit) n'ont pas une approche strictement normative même s'ils aboutissent à des recommandations qui sont d'abord juridiques (mais pas seulement). Au regard des violences politiques de 2008, on saisit bien tout l'intérêt de leur démarche. Leurs travaux sur les élections de 2002 ont préfiguré les difficultés liées au scrutin de 2007. La CDU soulignait que l'inconsistance institutionnelle des partis politiques, qui ne sont pour l'instant que des machines électorales activées le temps de la campagne, crée des conditions favorables à des primaires souvent anarchiques et violentes. Elle dénonçait le mode de fonctionnement de l'ECK dont elle montrait bien qu'elle ne pouvait garantir une organisation fiable du scrutin<sup>9</sup>. Or en décembre 2007, les fraudes électorales se sont déroulées dans les bureaux de l'ECK. La CDU a également mis l'accent sur la culture autocratique de la police kenyane qui manque de professionnalisme et qui profite d'un cadre juridique qui ne définit pas les violences électorales. Ces dernières relèvent donc du droit commun et en particulier du droit pénal général ce qui laisse une vaste marge de manoeuvre (et d'interprétation) aux forces de l'ordre.

Néanmoins, le néo-institutionnalisme des ONGs attribue peut-être plus d'influence au droit qu'il n'en a. Ce volontarisme qui veut croire à

---

<sup>9</sup> Selon elle, le mode de recrutement des membres de l'Electoral Commission of Kenya (ECK) (nomination par le Président) ne garantit pas leur indépendance. Depuis 1997, la pratique politique voulait que le Président consulte l'opposition afin que les membres de la Commission électorale soient jugés acceptables par tout le monde. Kibaki n'a pas respecté cette récente coutume constitutionnelle. On constate aujourd'hui que les tricheries sur les décomptes des voix n'auraient pu intervenir sans la complicité de membres de la Commission. D'autres employés de l'ECK, des vacataires recrutés le temps du scrutin ont également participé à la fraude électorale. La CDU dénonçait dès 2003 ce recours abusif à des personnes mal formées et recrutées par favoritisme ou népotisme. Anne Cussac revient longuement dans ce dossier sur ces pratiques.

la portée de l'État de droit n'est pas nécessairement naïf. Cependant, il réduit la focale d'analyse car les institutions n'expliquent pas toute la crise et ne pourront pas résoudre à elles seules les problèmes constatés. D'autant que le Kenya a un système politique où l'État est encore faiblement institutionnalisé (même si c'est l'État le plus structuré et le plus performant de la région).

Les analystes n'avaient pas prévu la crise qui a suivi les élections de 2007. Le refus de l'alternance politique a étonné car on pensait (ou on voulait croire) que la classe politique s'était réellement convertie à la culture démocratique. L'intensité des violences a également pris les observateurs au dépourvu. Mais aujourd'hui les politistes s'efforcent de rechercher les dynamiques qui étaient là, parfois peu visibles mais qui ont facilité sinon causé l'évolution vers la crise. Les analyses des ONGs sur les violences électorales participent de cette démarche. Mais jusqu'à présent, les spécialistes du Kenya qui se sont déjà exprimés montrent que, même dans la clameur de la crise, des approches très différenciées peuvent s'avérer éclairantes.

On trouve d'abord les tenants des explications extérieures et en particulier ceux qui favorisent la thèse de la culpabilité de l'homme blanc. Caroline Elkins<sup>10</sup> estime que « *alors que des centaines de milliers de Kenyans fuient leurs maisons et des centaines sont morts, une partie des accusations s'adressent à la Grande-Bretagne et à sa politique impériale* ». Elle reprend ainsi les thèses qu'elle a défendu à l'occasion du débat autour de son ouvrage sur la répression contre les combattants Mau Mau<sup>11</sup>. Selon elle, le pouvoir colonial a laissé en héritage une culture politique autocratique ; il est directement à l'origine des tensions ethniques

---

<sup>10</sup> « Ethnic Woes a Legacy of Colonialists' Power Game », *Pambazuka News*, 10 janvier 2008.

<sup>11</sup> C. Elkins (2005). Pour une critique de sa méthodologie comme de son idéologie, voir David Elstein, « The End of the Mau Mau », *The New York Review of Books*, 52, 11, 23 juin 2005.

actuelles car il a fossilisé des groupes fluides d'individus en communautés ethniques fermées et opposées les unes aux autres du fait d'une politique de diviser pour régner. Son analyse n'est pas sans intérêt quand elle rappelle que le découpage des circonscriptions électorales se fait selon des logiques ethniques et que la classe politique est directement héritée de l'époque coloniale, formatée par cette approche du pouvoir. Pour autant, les analyses de C. Elkins découlent largement des débats anglo-saxons sur les questions post-coloniales. Ses propos sont probablement plus éclairants pour comprendre certaines dynamiques de l'impérialisme occidental et pour amener les États du Nord à assumer leur historicité et peut-être les dettes contractées par rapport au Sud, que pour saisir les spécificités des États africains contemporains.

Michael Holman<sup>12</sup> se positionne sur un registre proche de celui de C. Elkins. Il met en cause les pays occidentaux et les ONG qui ont toujours soutenu le pouvoir de M. Kibaki alors que les scandales financiers éclataient et que les preuves de haute corruption s'accumulaient. Ainsi, ils ont cautionné les dérives d'un régime qui ont conduit à la crise majeure que le Kenya subit actuellement. Et il est vrai qu'il faut poser la question de la responsabilité. Wanyama Masinde<sup>13</sup> réfléchit déjà aux moyens de sortir de la crise. Selon lui, la gestion de l'après-crise passe par la recherche des responsabilités et la poursuite judiciaire des coupables qui se situent d'abord dans la classe politique kenyane. Avec lui, on revient dans l'analyse des dynamiques internes au pays, sans se cacher derrière des causes exogènes.

---

<sup>12</sup> « Kenya: chaos and responsibility », *Open Democracy*, 3 janvier 2008, <http://www.opendemocracy.net>.

<sup>13</sup> « Kenya's trauma, and how to end it », *Open Democracy*, 10 janvier 2008, <http://www.opendemocracy.net>.

Gérard Prunier<sup>14</sup> développe un cadre d'analyse complexe qui d'abord met l'accent sur la période Kenyatta (1963 – 1978) comme matrice du système politique national que M. Kibaki aurait largement réactivé avec le long intermède de l'ère Moi (1978 – 2002).

« Du temps de Kenyatta, le deal était simple : les Kikuyu et leurs petites tribus annexes, après avoir passé un accord avec les ethnies minoritaires, ont tout dirigé. Les Luos, qui cherchèrent à modifier cet ordre des choses, furent marginalisés, alors que les prudents Luhya observaient ».

G. Prunier met en évidence que l'équipe Kibaki élue pour mettre en oeuvre des changements de grande ampleur a surtout cristallisé l'idée qu'elle cherchait d'abord à « kikuyuiser » l'État et qu'elle n'aspirait pas à partager équitablement les fruits de la croissance. Cela a provoqué lors des élections un vote majoritairement anti-establishment beaucoup plus qu'anti-Kikuyu. L'analyse du contexte socio-politique l'amène à évaluer les caractères de l'explosion de violence qui a suivi le scrutin : « *La violence politique devrait être considérée comme à la fois ethnique et socio-économique* ». En fait, tous les diagnostics proposés par les autres Kenyanistes déclinent cette approche en mettant l'accent sur l'une ou l'autre des deux dimensions et surtout en détaillant leur fonctionnement, ce que G. Prunier ne fait guère.

Aggrey Omondi<sup>15</sup> estime que :

« la cause du problème n'est pas le tribalisme, ni même la politique (qui a seulement un rôle d'incitation), mais plutôt une longue histoire de pauvreté criante et la désespoir un temps frémissant, aujourd'hui bouillonnant d'une génération de jeunes Kenyans auxquels les opportunités de base ont été reniées ».

<sup>14</sup> « Kenya : roots of crisis », *Open Democracy*, 7 janvier 2008, <http://www.opendemocracy.net>.

<sup>15</sup> « Humanizing the roots of the violence in Kenya », *Pambazuka News*, 31 janvier 2008, <http://www.pambazuka.org>.

Son analyse un peu courte par certains aspects a le mérite de mettre l'accent sur le rôle de la jeunesse mais là encore, il ne voit qu'un élément du problème lorsqu'il souligne que les jeunes hommes ont trouvé dans la crise l'opportunité d'exprimer leurs frustrations économiques. Nous verrons que ces jeunes doivent avant tout être perçus comme des cadets sociaux qui détiennent des moyens de pression importants à travers les milices qui les organisent.

Les dernières tribunes libres consacrées à la crise kenyane mettent l'accent sur les dérives de l'ethnicité. Angelique Haugerud<sup>16</sup> estime que l'ethnicité politique ne détermine pas l'évolution politique mais constitue plutôt une contingence pleine d'incertitudes. Elle veut signifier ainsi que le contenu des ethnicités peut évoluer et, se projetant déjà dans l'avenir, elle émet le vœu que ces identités reposent davantage sur les réciprocitys de la vie quotidienne, ce qui permettra d'en faire une logique collaborative plus que d'opposition entre groupes. Mais des dynamiques négatives pèsent et empêchent pour l'instant cette évolution: le clivage entre les élites politiques et les citoyens ordinaires, les inégalités entre ceux qui ont encore un toit et ceux qui en ont été dépossédés, et enfin les tensions entre ce que l'on peut qualifier de démocratie électorale et ce qui correspond à la démocratie substantielle.

John Lonsdale<sup>17</sup> fonde son appréciation de la crise kenyane sur une analyse très classique du fonctionnement structurel de la compétition politique. Le partage du pouvoir étatique serait gouverné par les rivalités entre les groupes ethniques et à l'intérieur des ethnicités par une vision de la responsabilité des élus par rapport à la communauté, les deux dynamiques étant complémentaires. Mais cette approche

---

16 « Kenya : spaces of hope », *Open Democracy*, 23 janvier 2008, <http://www.opendemocracy.net>.

17 « Kenya : ethnicity, tribe, and state », *Open Democracy*, 17 janvier 2008, <http://www.opendemocracy.net>.

extractive de la vie politique que Jomo Kenyatta a rodé est soumise à des difficultés accrues auxquelles le régime Moi a été confronté et que l'équipe de M. Kibaki doit aujourd'hui gérer. Lonsdale nous explique cette équation nouvelle avec sa finesse habituelle :

« la férocité de la compétition pour le partage du pouvoir étatique s'est aggravée avec le temps- à mesure que la population s'accroissait, que les pluies fertiles des opportunités de l'africanisation post-coloniale s'étaient desséchées depuis longtemps, que les termes de l'échange pour les besoins primaires se révélaient amers. Il avait été plutôt facile pour Kenyatta de garantir que tous, plus ou moins, auraient leur tour pour 'manger' dans les coalitions ethniques sur lesquelles reposaient la majorité parlementaire. Cela était plus difficile pour Moi. Alors que les intérêts politiques se dressaient, il devenait plus tentant d'attirer et de récompenser ses partisans ethniques avec des opportunités pour l'accaparement des ressources au détriment de ceux qui étaient désormais des rivaux tribaux pour la terre, la propriété urbaine, ou le petit commerce. Avec chaque « élections achetée », la colère grandit chez les citoyens kenyans — à tel point que qu'ils firent pression pour un changement constitutionnel qui aurait renforcé le parlement au détriment de la présidence »

Ainsi, la crise actuelle est issue des dérives du « tribalisme politisé », moyen principal de conquête d'un État post-colonial moins rentable qu'auparavant mais qui reste le biais essentiel d'enrichissement.

On constate que ces toutes premières études sur la crise kenyane visent d'abord à comprendre les causes des tensions et en particulier les dynamiques historiques qui ont conduit à la situation actuelle. Pour l'instant, ces chercheurs ne se sont pas intéressés aux formes que les violences ont prises, à leurs acteurs, à sa géographie. En outre, les facteurs, notamment conjoncturels, de déclenchement des mobilisations sont encore peu analysés, comme si cela relevait de la

compétence exclusive des ONGs des droits de l'homme qui ont déjà publié des rapports d'excellente facture<sup>18</sup>.

### **LES FACTEURS DE LA CONTESTATION VIOLENTE DES RÉSULTATS ÉLECTORAUX OFFICIELS**

Depuis le retour du multipartisme, les résultats de trois élections générales sur quatre ont été contestés par les perdants. Mais ces accusations de tricherie électorale n'ont dégénéré en éruption de violences de haute intensité qu'en 2007 – 2008. Certes, les scrutins de 1992 et 1997 ont conduit à des violences post-électorales, mais elles n'ont jamais été perçues comme ayant des caractères de guerre civile. La nation comme l'État ne semblaient pas contestés. En quoi les conditions de 2007 sont si différentes de 1992 et 1997 ?

#### **Des scrutins sous haute tension**

Les fraudes électorales sont largement pratiquées depuis l'instauration d'élections à l'époque coloniale. Le retour du multipartisme a amplifié le recours aux trucages du résultat des urnes. À ce jeu pratiqué par l'opposition comme par la majorité, les gouvernants disposent de beaucoup plus de moyens et d'opportunités, puisqu'ils contrôlent l'administration locale ainsi que les forces de l'ordre. Le scrutin de 2007 a bien mis en évidence cet avantage dont dispose le camp des sortants. Ainsi, tous les organismes qui ont surveillé les élections ont montré que des tricheries ont affecté des zones ODM (*Orange Democratic Movement*) mais apparemment, les fraudes ont été beaucoup plus massives dans des circonscriptions acquises au PNU (*Party of*

---

<sup>18</sup> International Crisis Group, *Kenya in Crisis*. Africa Report N°137, 21 Février 2008 ; Kenya Human Rights Commission, *Violating the Vote. A Report on the 2007 General Elections*, 27 février 2008; Human Rights Watch, *Ballots to Bullets. Organized Political Violence and Kenya's Crisis of Governance*, mars 2008, Vol. 20, N°1 (A).

*National Unity*). Le personnel de l'ECK semble avoir joué un rôle important dans ces trucages, tant au niveau local qu'au niveau national. Ainsi, des commissaires nommés en 2007 par le Président de la République sans consultation de l'opposition, comme c'était la pratique depuis 1997, ont été accusés de malversations.

Ces exactions ne sont pas une chose nouvelle. Le scrutin de 1992 a été considéré par les observateurs internationaux comme marqué par de nombreuses intimidations et trucages. En 1997, les représentants de l'Europe devant évaluer la sincérité de l'élection ont été incités à requalifier le scrutin, afin de permettre aux États du Nord de valider les résultats officiels. Après ces deux scrutins, les perdants ont dénoncé la fraude électorale qui aurait permis de truquer les résultats.

En 1992, les opposants ont réuni davantage de voix que les sortants mais, étant partis désunis au combat, le Président Moi et la KANU (*Kenya African National Union*) ont rassemblé davantage de votes. Ces derniers ont réussi à coaliser les petites ethnies contre la menace d'hégémonie d'une possible alliance entre les Luo (représentés à l'élection présidentielle par Oginga Odinga) et les Kikuyu qui présentaient deux candidats, Kenneth Matiba et M. Kibaki. Après un scrutin marqué par de nombreuses fraudes, les trois leaders de l'opposition ont essayé de mettre en oeuvre leur « *unité dans la défaite* ». Ils souhaitaient contester les résultats des élections par des mobilisations populaires. Mais leurs mésententes sont réapparues et les meetings ont pris fin, d'autant que O. Odinga a rapidement négocié avec le pouvoir des modalités de coopération. Des contestations judiciaires ont également été mises en oeuvre mais sans espoir dans un pays où les juges sont à la solde du pouvoir (ou du plus riche). Après quelques semaines, la contestation des résultats des élections s'épuisait et les perdants cherchaient à se projeter dans la préparation des échéances électorales suivantes. En effet, le système politique et notamment la vie parlementaire étaient tellement fermés que les

opposants ne se voyaient guère concéder de rôle. On était dans une pratique où le gagnant rafle toute la mise et ne laisse rien au perdant.

Sous l'influence de la société civile et en particulier des juristes de la *Law Society of Kenya* et des ONGs des droits de l'homme, les politiciens de l'opposition se sont persuadés que le régime Moi ne serait jamais renversé tant que la constitution ne serait pas changée. Le sortant détiendrait trop de leviers de pouvoirs et d'influence ce qui fausserait la compétition, tous les candidats ne partant pas avec une égalité de chances. À partir de 1993, une minorité active de juristes, fortement soutenus par des prélats catholiques et anglicans, organisent des débats publics sur le contenu souhaitable de la prochaine constitution. Durant cette période, les institutions chrétiennes gèrent les flots de réfugiés que les nettoyages ethniques de la Rift Valley ont provoqué, et cela a profondément changé leur relation au pouvoir politique. Le haut clergé attend des juristes une critique constructive du régime, qui d'une part explique les défauts des institutions qui permettent des dérives autocratiques aussi dramatiques, et qui d'autre part préconise des réformes. De plus, les leaders des principales églises sont désenchantés par la classe politique. Ils pensent que les opposants sont enfermés dans des combats d'ego et surtout, ils ne les considèrent pas comme des démocrates sincères. Ainsi, de 1993 à 1996, les professionnels de la politique se sont peu intéressés aux débats sur la réforme constitutionnelle. Mais début 1997, quand il s'agit d'entrer en campagne électorale, les politiciens de l'opposition s'arriment au mouvement de réforme de la constitution car ils voient que ces groupes de la société civile arrivent à mobiliser des foules. En réalité, la contestation menée par les groupes de juristes fait davantage mouche que la rhétorique des élus qui ne se renouvelle guère. Le peuple des grandes villes a été convaincu avant la classe politique que les institutions comptent et que le changement passe également par cette dimension. En 1997, le régime concède une réforme constitutionnelle

cosmétique qui ne modifie pas réellement le déséquilibre des pouvoirs. De plus, l'opposition, comme en 1992, s'est révélée incapable de s'unir ce qui a facilité la victoire des sortants.

Encore une fois, les leaders de l'opposition ont dénoncé les résultats des élections. Babafemi A. Badejo a livré dans sa biographie de Raila Odinga une chronique assez précise des semaines qui ont suivi le scrutin de 1997<sup>19</sup>. Parmi les candidats à la présidentielle, Michael Wamalwa ne s'est pas associé au reste de l'opposition pour agir contre le pouvoir. Il a d'emblée accepté les résultats officiels. M. Kibaki, Charity Ngilu et R. Odinga ont d'abord prévu de chahuter la séance de prise de serment du Président en mobilisant leurs supporters. Mais la tentative n'a pas fonctionné. M. Kibaki a fait des déclarations enflammées devant la presse mais aucune action a suivi. D'autant que dès le 6 janvier, R. Odinga a reconnu l'élection du Président Moi. Il a surtout proposé des modalités de coopération avec le régime qui ont conduit son parti à entrer au gouvernement, puis à fusionner au sein de la KANU. Plutôt que de contester le pouvoir, il a préféré, avec un certain cynisme, collaborer avec les sortants, notamment pour faire progresser de l'intérieur ses idées de nécessaire réforme constitutionnelle. Finalement, les résultats litigieux des élections de 1997 ont été rapidement acceptés par une opposition d'autant plus frustrée qu'elle était mise en situation d'impuissance face à des déclenchements ciblés de violences orchestrées par les gouvernants. Ainsi, les milices ont essentiellement attaqué des zones liées aux candidats qui prétendaient contester, notamment devant les tribunaux, le verdict officiel du scrutin.

Les élections de 2002 se sont déroulées avec un système de partis radicalement renouvelé. En effet, la KANU a implosé, ce qui a facilité l'unité d'une vaste opposition. Ce paysage politique fortement

---

<sup>19</sup> B.A. Badejo, 2006 (chap.14).

chamboulé est dû pour beaucoup à l'activisme de R. Odinga qui a quitté le bateau de la KANU quelques semaines avant le scrutin, pour rejoindre une opposition qui a largement gagné l'élection. Uhuru Kenyatta, le candidat de la KANU, a rapidement accepté la défaite, qui était particulièrement significative, tant à la présidentielle qu'aux législatives. À l'évidence, la contestation des élections ne survient que lorsque les résultats sont litigieux et très serrés entre les deux camps.

Ce fut le cas en 2007. Mais pourquoi R. Odinga, le leader de l'opposition qui avait si facilement accepté la défaite en 1992 et 1997, s'est-il montré si pugnace en 2007 et si réticent à accepter les résultats officiels ? Pourquoi également a-t-il validé une contestation aussi violente du pouvoir ?

### **La spécificité des élections de 2007**

Encore une fois, le système partisan a beaucoup changé depuis 2002. L'évolution des alliances partisans comme les changements des formes d'organisation de certains partis permettent de comprendre qu'en 2007, l'opposition a davantage de moyens et d'opportunités pour recourir à la violence (si les leaders en font le choix stratégique). D'abord, l'ODM, qui s'est essentiellement cristallisé depuis le référendum de 2005, est communément interprété au Kenya comme une entente entre des forces majoritaires chez les Luo, les Luhya et les Kalenjin. La plupart des leaders ODM d'origine kalenjin ont fait une grande partie de leur carrière politique au sein de la KANU de l'ère Moi. Dans les années 90, ils ont souvent participé aux deux vagues de nettoyages ethniques, sans nécessairement en être les artisans les plus impliqués<sup>20</sup>. Ils font partie d'un système politique régional qui rejette majoritairement la présence de populations perçues comme allogènes.

---

<sup>20</sup> Parmi les parlementaires d'ODM élus en 2007, seuls deux d'entre eux ont été cités dans les rapports sur les massacres ethniques des années 90.

Cette vision de la vie politique a été jusqu'à présent cantonnée à la Rift Valley, mais dans cette région, elle imprègne de nombreuses catégories de la population. Ce nationalisme ethnique d'exclusion ne relève pas seulement de la manipulation par l'élite. C'est une idéologie qui implique aujourd'hui beaucoup de monde. Au début des années 90, les premières recherches sur les massacres ethniques de la Rift Valley mettaient en accusation des bandes de jeunes manipulées par les politiciens. Les populations du cru ne semblaient pas participer directement aux tueries. Nous verrons que les violences ethniques du début 2008 ont cherché au contraire à faire participer un maximum de personnes.

Les forces politiques luo et luhya comportaient également de grands potentiels de mobilisation violente. R. Odinga a tenté de développer un parti ayant les caractères d'un « mouvement » sur le modèle ougandais inventé par Yoweri Museveni ou le modèle rwandais tel que Paul Kagame l'a structuré. Le contexte kenyan ainsi que la nécessité de mettre en place des coalitions a limité les ambitions de R. Odinga. Néanmoins, il subsiste de cette inspiration une utilisation beaucoup plus systématique et structurelle des groupes de jeunes que dans les autres partis kenyans. Ainsi les jeunes de son camp sont organisés sous forme paramilitaire. En parallèle avec ces structures officielles, le parti finance avec l'aide des notables luo des milices de vigilants qui patrouillent dans les quartiers à prépondérance luo de toutes les grandes villes du pays. Elles servent également à contrôler le vote des citoyens de la zone. En 2002, R. Odinga avait déjà mis en oeuvre cette stratégie électorale. Cela avait provoqué des tensions avec d'autres groupes de vigilants<sup>21</sup>. En 2007, ce maillage unique de milices dans les grandes villes a permis de riposter immédiatement à l'annonce des résultats jugés truqués des élections. Pour autant, il est impossible

---

<sup>21</sup> H. Maupeu, 2002.

de leur attribuer la responsabilité de tous les nettoyages ethniques survenus dans les bidonvilles de Nairobi.

Les politiciens luo ne sont pas les seuls parrains des milices. Parmi les leaders d'ODM, William Ruto fut l'un des fondateurs de *Youth for Kanu '92* et l'un des sponsors des Kalenjin Warriors qui ont organisé les massacres perpétrés au Sud d'Eldoret en 1992 – 1993. Fred Gumo, le parlementaire de Westlands a longtemps contrôlé la *Jeshi wa Mzee*. W. Ruto comme F. Gumo font partie de la petite minorité de *big men* ayant les moyens de disposer de milices en permanence. Les autres politiciens recrutent ces groupes de jeunes seulement en période électorale, afin d'assurer la sécurité de leurs meetings et de leurs déplacements dans la circonscription. Ainsi, la culture des milices imprègne la classe politique des deux camps. Cependant, les sortants ou du moins les sommets de l'État ont dépensé beaucoup d'énergie en 2007 pour affaiblir la principale force de jeunes de leur ethnie. Ils ont en effet persécuté Mungiki, pensant qu'ils n'auraient pas besoin de ses services comme lors des scrutins précédents car ils contrôlent depuis 2002 les forces de police. Ce calcul s'est avéré mal pensé car leur communauté fut bien démunie face aux violences qui ont éclaté peu après l'annonce des résultats électoraux.

Ainsi, l'opposition disposait en 2007 d'un registre d'action plus vaste que lors des scrutins précédents. Le recours à la violence était l'un des outils à sa disposition. Début janvier 2008, Martha Wangari Karua, la ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles et conseillère proche du chef de l'État admettait lors d'une interview à l'émission *HardTalk* de la BBC que le gouvernement avait prévu que l'ODM « *pourrait planifier des violences s'ils perdent* », mais elle dit avoir été surprise par la « *magnitude* » de la réaction et ce qu'elle qualifie de « *nettoyages ethniques* ». Les sortants pensaient que la toute puissance de l'État les protégeait et leur assurait une impunité. Ils avaient mal évalué

les forces nouvelles de l'opposition. Cela fut particulièrement manifeste dans la province de la Rift Valley.

### **LES VIOLENCES ÉLECTORALES DE LA RIFT VALLEY**

Tous les analystes ont souligné que le recours à la violence électorale est un problème récurrent de la démocratisation kenyane. Cela serait intimement lié à la politique foncière de l'État post-colonial, en particulier du premier président, J. Kenyatta qui a concédé de nombreuses terres de la Rift Valley<sup>22</sup> à des membres de son ethnie, les Kikuyu qui sont depuis considérés comme des intrus. Néanmoins, la présence dans la Rift Valley de populations kikuyu, mais également kisiï, luo et luhya ne provoque des violences que dès lors que les tensions sont attisées par des actions de l'État, par des comportements des administrations souvent conçus comme des provocations. Également, il faut tout le cynisme de certains politiciens qui alimentent les ressentiments et financent des bandes prêtes à massacrer les cibles désignées. Ainsi, nous essaierons de détecter, tant avant qu'après le scrutin, ces dynamiques structurelles mais également ces actions qui, dans les deux camps, ont nourri cet usage de la violence électorale.

#### **Des foyers de tension anciens**

La campagne électorale de 2007 a été couramment présentée comme beaucoup plus violente que celle de 2002 qui fut la campagne la plus pacifique de l'ère multipartisane. Pourtant, les rapports de la Kenya

---

<sup>22</sup> Durant l'époque coloniale, les meilleures terres de la Rift Valley étaient réservées aux Blancs. Après l'Indépendance, beaucoup de Britanniques ont revendu leurs fermes ce qui a permis de libérer beaucoup de terres dans cette province considérée comme le grenier du Kenya.

National Commission on Human Rights (KNCHR)<sup>23</sup> parlent de près de 70 morts depuis Juillet alors qu'en 2002, 325 Kenyans avaient perdu la vie dans le cadre des tensions politiques. Pour relativiser les chiffres de la KNCHR, il convient de rappeler qu'elle n'utilise pas les mêmes critères que les autres ONGs des droits de l'homme pour apprécier les violences électorales. Elle ne retient que les violences survenant à l'occasion des événements strictement liés à la vie électorale (meetings, manifestations, primaries...). Cette définition très restrictive permet d'exclure les violences les plus meurtrières de la période qui précède le scrutin. Ainsi, les très nombreux morts du Mont Elgon (près de 600 décès et 150 000 déplacés depuis fin 2006) ne sont pas comptabilisés. Les quelques 500 jeunes tués en 2007 par la police dans le cadre de la lutte contre Mungiki ainsi que plusieurs dizaines de meurtres commis par les membres de ces milices n'entrent pas dans l'analyse de la KNCHR.

Indépendamment de ces deux derniers gros foyers de tensions où le conflit est déjà intense tout au long de l'année 2007, on discerne les lieux de crise où les violences s'amorcent dans le cadre de la campagne électorale avant d'exploser véritablement après le scrutin. Cette géographie des massacres est ancienne, du moins elle épouse sensiblement les contours des nettoyages ethniques perpétrés à l'occasion des élections de 1992 et 1997.

En effet, dans la Rift Valley, la campagne électorale de 2007 a réactivé les foyers habituels de tensions, certains remontant à la crise Mau Mau des années 50 et certains faisant même écho à des révoltes anti-coloniales des années 20. Cette région est couramment présentée comme le chaudron infernal de la vie politique kenyane. Il serait peut-être plus pertinent d'y voir la boîte noire du système politique. Du moins, les problèmes qu'affronte cette zone ont souvent une portée

---

<sup>23</sup> Voir en particulier « *Still Behaving Badly* ». *Second Periodic Report of the Election-Monitoring Project*, décembre 2007.

nationale. Pour autant, il est difficile d'appréhender la province de la Rift Valley comme un tout, du point de vue de l'analyse politique. C'est notamment ce que fait John O. Oucho<sup>24</sup> qui souligne que cette province a connu le plus fort taux de croissance démographique du pays (après Nairobi), du fait d'une immigration massive. Il rappelle que les Kikuyu ont été les plus nombreux à investir dans la région et que leur dynamisme a permis de développer le commerce de proximité ainsi que des filières agricoles. Il repère des circonstances assez générales qui favoriseraient l'agressivité des populations qui se perçoivent comme autochtones. Pour autant, cette focale large ne permet pas de comprendre pourquoi les conflits éclatent à un moment donné précis et pas partout. Certains lieux semblent plus propices que d'autres pour ce type de stratégies politiques. Dès lors, il est intéressant (du moins concernant notre sujet) de partir de l'idée que la Rift Valley n'est pas une province homogène, ni du point de vue culturel, ni dans le domaine politique. Elle doit s'appréhender comme une mosaïque. Ainsi, la politique nationale se diffracte ou s'articule dans cette zone selon des terroirs bien spécifiques et étroitement localisés. Pour illustrer ces propos, on peut mettre l'accent sur un foyer de tensions, Molo. Cette zone n'est que l'un des points chauds de la Rift Valley car en 2007, des violences relativement fortes ont également été enregistrées dans les districts de Laikipia, Trans Nzoia, Narok, South Turkana, Baringo, West Pokot, Trans Mara et Kuria.

### **Le cas de Molo**

Molo est située au coeur de la Province de la Rift Valley. C'est pourtant l'un des lieux principaux de la politique kikuyu que l'on croit souvent à tort cantonnée à la Province Centrale. Cela tient à des

---

<sup>24</sup> J.O. Oucho, 2002.

raisons anciennes. C'est avant tout la crise d'Olunguruone<sup>25</sup> qui a structuré l'imaginaire politique de ce terroir politique, du moins du point de vue des Kikuyu. En 1939, l'État achète les 52 000 acres d'Olunguruone, des terres qui font partie à l'époque de la *Maasai land unit*, afin de les redistribuer essentiellement aux squatters des fermes blanches que la mécanisation rend de moins en moins utiles. C'est aussi l'occasion de compenser des familles qui ont perdu des terres dans la région de Kiambu à la suite de l'extension de fermes blanches. Également, des Kikuyu installés depuis longtemps dans des terres maasai du voisinage sont déplacés sur ce nouveau site. Ce programme colonial d'installation d'agriculteurs provoque rapidement de grandes frustrations. L'administration refuse de donner des titres de propriété. Ces exploitants ne se voient proposer que des droits de fermage (*aboi*). On leur distribue un nombre insuffisant d'hectares pour vivre correctement en fonction de leur type d'agriculture. En fait, l'administration voudrait leur imposer des modes cultureux censés éviter l'érosion et que les Kikuyu ont obstinément refusé d'appliquer. Dès lors, ces familles ne vont jamais réussir à vivre correctement sur ces terres. Cela a conduit les autorités coloniales à évincer peu à peu ces familles, qui sont transférées dans les années 50 dans la zone Kamba. C'est un moyen radical pour tenter de contrecarrer la forte politisation et les mobilisations des habitants d'Olunguruone. En effet, dès 1943 – 1944, la plupart des occupants d'Olunguruone ont pris un serment d'unité et de lutte, serment qui s'étend peu à peu aux squatters

---

<sup>25</sup> Olunguruone était jusqu'en 2007 une des 16 « *divisions* » du District de Nakuru. Elle était administrativement différenciée de la « *division* » de Molo mais Molo est indéniablement le cœur politique de cette zone. Cela tient notamment au fait que c'est le gros bourg de cette partie du vaste district de Nakuru (17 188 urbains sur les 31 935 habitants de cette « *division* » de Molo alors que dans la « *division* » d'Olunguruone, il n'y a que 509 urbains sur 32 030 habitants; sources: *1999 Census*). C'est avant tout un centre administratif et site important sur la ligne de chemin de fer Mombasa – Kampala. Depuis quelques mois, Molo est devenu un district autonome dans lequel Olunguruone est inclus.

des fermes blanches de la Rift Valley et aux populations de Kiambu Sud. Ainsi, la mobilisation de ces fermiers est couramment considérée comme l'une des sources principales de la crise Mau Mau<sup>26</sup>. La mémoire de cette lutte est encore aujourd'hui très présente. Ainsi, plusieurs chansons des Mungiki, une secte néo-traditionnelle kikuyu qui a constitué de très nombreuses milices, parlent de cette crise et honorent le combat de ces ancêtres. En réalité, Olenguruone symbolise depuis plus d'un demi-siècle ce que les Kikuyu considèrent comme l'injustice de la propriété foncière telle que l'État l'impose. On refuse à ces Kikuyu le droit essentiel pour l'accomplissement en tant qu'homme Kikuyu, celui de disposer d'une terre où l'on puisse exprimer son talent comme on le souhaite, sans intervention extérieure. On les empêche également de jouir de droits clairs sur leurs terres. Ainsi, Olenguruone est perçu comme une narration des multiples empêchements politiques que l'État met sur leur volonté de vivre de l'agriculture. Cela anticipe les innombrables échecs des plans pour recaser les paysans sans terre ou qui ont été évincés.

Olenguruone n'a pas empêché les Kikuyu de revenir dans la région de Molo. Pour de nombreuses familles de la Province Centrale, l'indépendance nationale signifiait l'ouverture des frontières intérieures. Ces paysans peuvent tenter leur chance là où des terres sont achetables et la Rift Valley est à l'époque un Eldorado puisque les Blancs qui contrôlaient une bonne partie du foncier, quittent le pays. Ce sont les notables et en particulier la classe politique qui profite de la manne mais à Molo les terres ne sont pas très fertiles. Elles n'intéressent que les petits paysans qui cultivent dans ces zones de haute altitude (près de 2500 mètres) essentiellement le pyrhère. À partir du retour du multipartisme, cette immigration parfois ancienne est perçue par certains comme insupportable. Elle est du moins instrumentalisée avec succès. En 1992, les premiers nettoyages ethniques se déclenchent

---

<sup>26</sup> Voir par exemple T. Kanogo, 1987 (chap. 4) ; F. Furedi, 1989 (chap. 3).

mais dans cette région où les Kikuyu sont très politisés, cette technique ne permet pas d'élire les bonnes personnes. Afin de mettre fin aux exactions et de pacifier la région, le patron politique de la zone, John Njenga Mungai négocie avec le pouvoir et passe le Rubicon de la KANU. En 1997, il perd sa circonscription : les électeurs kikuyu lui reprochent d'avoir transigé. Dickson Kihika Kimani est élu avec 73 % des voix sous étiquette DP (*Democratic Party*, le parti de M. Kibaki) alors même que les violences ont repris.

Face à l'échec de 1992, les leaders kalenjin ont obtenu en 1996 qu'une partie de la circonscription de Molo devienne une nouvelle entité qui serait elle, « Zone KANU ». Kuresoi annexe ainsi Olenguruone qui a été « nettoyé » de ses fermiers kikuyu. Certains sont revenus mais l'essentiel du foncier a été repris à bas prix par des notables ce qui a frustré les sans-terre kalenjin. En 1997, Kuresoi a été moins touché par les massacres que Molo car la démographie ethnique avait déjà été changée et toute la région était traumatisée par les tueries voisines mais également par la dépression économique qui a perduré suite aux premiers troubles de 1992 (de nombreuses filières commerciales ont disparu à la suite du départ des Kikuyu). En 2002, la KANU a de nouveau remporté la circonscription avec seulement 47,50 % des voix. Mburu Mungai a fait le plein des votes kikuyu (21 %) et cinq autres candidats kalenjin ont permis de constater l'insatisfaction de l'électorat. Les élections de 2007 s'annonçaient donc difficiles et les nettoyages ethniques étaient attendus. Dès la fin octobre, des fermes kikuyu sont brûlées et quelques personnes tuées. Rapidement, l'escalade de la violence s'est amorcée car les Kikuyu ont répliqué et tué plusieurs Kalenjin. Dans les tensions qui se sont succédées, des familles kisii ont été massacrées. En trois mois, près de 25 personnes ont été tuées et 16 000 déplacées (chiffres de la Croix Rouge). Toutes les associations des droits de l'homme qui ont enquêté dans la région accusent deux politiciens. Le député sortant, Moses

Cheboi est ainsi montré du doigt. Après avoir perdu les primaires, il s'est paradoxalement présenté sous l'étiquette *Safina*, un parti nettement kikuyu. Son principal concurrent, Zakayo Cheruiyot (ODM) aurait également financé les violences politiques de cette période. Il a finalement gagné les élections.

### **La Mau Forest**

Les tensions de Kuresoi sont en partie liées à la très délicate gestion de la Mau Forest. Ce très vaste massif (près de 400 000 ha ; 36 % des zones boisées du pays) est l'un des sites essentiels de la vie politique kenyane. De multiples problématiques politiques se greffent sur ce lieu mais l'enjeu principal vient du fait que plusieurs communautés se disputent la jouissance de ces terres souvent très fertiles. Les Kikuyu et en particulier les réfugiés intérieurs des années 90 y voient des zones non cultivées ; les Maasai ne veulent pas perdre leur influence politique sur une région qu'ils ont pendant longtemps occupée ; les Kipsigis à l'Ouest et les Kisii ne veulent pas rester à l'écart du dépeçage ; enfin, tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, les Ogiek (on parlait avant des Dorobo) qui s'efforcent de vivre exclusivement en forêts ont servi de prétexte à des tensions avec l'État et entre les communautés de la région. Ces dernières années, des disputes se focalisent sur les plans étatiques d'installation des Ogiek qui ont donné lieu à de nombreux détournements et accaparements de terres par des notables et des politiciens.

En bref, dans ce vaste massif forestier, on peut distinguer au moins trois grands foyers de tensions qui perdurent jusqu'en 2008.

D'abord, Likia, situé dans la Mauche Division du District de Nakuru est depuis deux ans au coeur de violences entre milices kalenjin et kikuyu. En 1997, 1605 acres de forêts ont été cédées à 318 familles kalenjin. Les propriétaires sont généralement absents et ils font

cultiver ces terres par des parents. Depuis la présidence de M. Kibaki, des familles kikuyu de réfugiés intérieurs des années 90 ont squatté des parcelles voisines de forêt au prétexte que si des Kalenjin peuvent déforester, eux-mêmes peuvent également se livrer à ce type d'activité. En 2003, Amos Kimunya, le ministre de la terre a déclaré que tous les habitants des forêts occupaient illégalement cette terre publique. Les familles kalenjin comme les squatters kikuyu furent appelés à quitter les lieux. Des négociations avec l'administration ont tenté de trouver des solutions. Début 2006, des milices kalenjin se sont attaquées aux squatters kikuyu voisins. Deux mois plus tard, la police a expulsé les deux communautés. Depuis, les affrontements se multiplient, les anciens occupants s'efforçant de revenir.

Un second point chaud est constitué par l'Eastern Mau. À la fin des années 90, 24 000 ha de terres volcaniques très fertiles ont été sortis de la zone forestière<sup>27</sup> ce qui a conduit près de 28 000 personnes à s'installer sur ces plateaux. En 2001, l'État entérine officiellement le fait que cette région ne fait plus partie de la forêt. Mais les fermiers sont rapidement trop nombreux et leur façon de cultiver met en danger l'équilibre écologique de ces collines où notamment les rivières qui alimentent le Lac Nakuru prennent leur source<sup>28</sup>. L'administration souhaiterait réguler cette situation ce qui crée des tensions occasionnant depuis plusieurs années de nombreux morts.

Un troisième site, Maasai Mau Forest concentre des violences récurrentes. En 2005, près de 10000 personnes (2750 familles) sont évacuées par la police. Les autorités détruisent les maisons mais également les équipements collectifs de ces communautés (écoles, églises, dispensaires). Les forces de l'ordre se sont livrées à des exactions. La situation politique y est explosive.

---

<sup>27</sup> Sur les territoires reconnus juridiquement comme « zone forestière », toute culture est interdite.

<sup>28</sup> L'assèchement progressif de ce lac est attribué à cette déforestation.

### Des logiques politiques fragiles

Ainsi, on pourrait croire que le régime Kibaki s'efforce de réguler la situation foncière du pays en mettant fin aux occupations illégales de terres publiques. Mais cette logique politique devient intenable en période de campagne électorale. Ainsi, en 2007, l'administration a fait évoluer sa politique à l'égard des squatters de forêts et elle autorisa des expulsés à revenir. Quelques semaines avant les primaires, l'interdiction du « *shamba system* » est levée. Cela amène près de 10 500 personnes à retrouver le chemin de Mau Forest, ce qui froisse les intérêts des Maasai, crée des jalousies chez les Kipsigis et dérange le mode de vie des Ogiek. Surtout, certains candidats aux élections ont peu apprécié cet afflux de populations qui leur est peu favorable. Les violences politiques ne pouvaient manquer de réapparaître dans des circonstances aussi favorables.

Pour le seul district de Molo, on constate que les foyers de tensions sont variés. Ils se nourrissent de dynamiques nationales (notamment à travers la politique de l'État) mais également de logiques très locales et souvent anciennes. Après l'annonce des résultats des élections de 2007, ces lieux de conflits, où la campagne électorale fut particulièrement violente, ont connu des violences encore plus marquées. Les tensions se sont radicalisées.

Bien sûr, dès la fin 2007, des massacres furent perpétrés dans beaucoup d'autres lieux. Mais là encore, les violences n'ont pas éclaté n'importe où. Peu après le début de la crise, UNOSAT publiait les photos satellite des feux dans la région d'Eldoret, du 27 décembre au 3 janvier<sup>29</sup>. Durant cette première semaine, les feux les plus intenses se déclarent le 1<sup>er</sup> janvier. Au regard de ces documents, les violences se concentrent essentiellement dans deux lieux. L'un est bien connu. En

---

<sup>29</sup> <http://www.unosat.org>.

effet, Burnt Forest fut en 1992, le tout premier site de nettoyage ethnique de l'ère multipartisane. Il visait une colonie de peuplement kikuyu développée peu après l'indépendance sur les terres d'anciennes fermes appartenant à des Britanniques.

Les nombreuses tueries des zones kalenjin sont le produit d'un ethnonationalisme qui rejette radicalement des populations qui sont perçues comme allogènes et comme pillant des richesses qui ne sont pas les leurs. Cette idéologie s'est récemment nourrie de deux dynamiques. La première est liée à la politique que le régime Kibaki a mis en oeuvre des réfugiés intérieurs, victimes des différentes vagues de violences inter-ethniques. En 2004, des services des Nations Unies estimaient le nombre de ces réfugiés à près de 350 000. Le gouvernement de M. Kibaki s'est intéressé à ce public et a tenté de mettre en oeuvre une véritable politique publique de prise en charge à travers le développement de 443 programmes de distribution de terre. Selon l'administration Kibaki, 232 225 personnes auraient profité de ces plans<sup>30</sup>. Or, ces terres redistribuées se trouvaient souvent dans la Rift Valley, ce qui a constitué un facteur majeur de tension avec les populations kalenjin qui y ont vu une recolonisation de leur terre rappelant la période Kenyatta, durant laquelle de nombreuses familles kikuyu ont intégré cette province.

Une seconde dynamique alimente les idéologies de rejet. À la fin des années 1990, la East African Tanning Extract Company (EATEC, qui a longtemps appartenu à la multinationale Lonrho) a remis sur le

---

<sup>30</sup> Internal Displacement Monitoring Centre-Kenya, *Continued conflict and displacement in the Rift Valley*, Special report, décembre 2006. Les chiffres fournis par l'administration sont à considérer avec beaucoup de précaution. En fait, ces programmes d'installation de réfugiés intérieurs ont surtout permis à des tycoons kikuyu de se débarrasser de leurs vastes fermes dans la Rift Valley qui étaient peu rentables et pour l'instant invendables. Njenga Karume, le ministre de la défense des premiers gouvernements de M. Kibaki, fait apparemment partie des bénéficiaires de cette manne.

marché plusieurs milliers d'hectares de terres de bonne qualité agronomique. Les sommets de l'État (et notamment Daniel arap Moi lui-même) se sont emparés à bon prix de vastes surfaces. Cela a provoqué une intense mobilisation des populations locales et d'une jeune génération de politiciens qui ont repris le flambeau d'un nationalisme nandi, hostile notamment aux autres fractions de l'identité kalenjin<sup>31</sup>. Depuis, l'autre groupe important de l'entité kalenjin, les Kipsigis ont développé leur propre nationalisme. Ces jeunes politiciens qui se dénomment eux-mêmes « nationalistes » ont mené une campagne électorale d'exclusion qui a rencontré un grand succès et la plupart d'entre eux ont été élus.

Le succès de la re-formulation de ces identités politiques semble avoir cristallisé une évolution dans les modalités des massacres de la Rift Valley. D'après les rapports d'enquête sur les nettoyages ethniques des années 90, les tueries étaient perpétrées par des bandes amenées sur les lieux à brutaliser. Mais ces jeunes étaient apparemment extérieurs à ces zones. En 2008, les procédures de violence auraient impliqué les populations du cru. Elles auraient été sommées de financer les violences, de fournir des jeunes hommes, notamment sous la pression des anciens. Mais les informations sont encore très lacunaires.

Alors qu'en 1992 – 1993, les violences se sont cantonnées à la Rift Valley, en 2008, la crise a une dimension nationale. Ainsi de nombreuses villes ont été affectées.

---

<sup>31</sup> Les Kalenjin sont une vague entité ethnique créée par Daniel arap Moi et quelques autres leaders, peu après la seconde guerre mondiale, dans le cadre de la préparation progressive à l'Indépendance. Ainsi, ces groupes ethniques nilotiques (dont les principaux sont les Kipsigis, les Nandi, les Tugen, les Keiyo, les Marakwet, les Pokot et les Sabaot) se sont rassemblés afin de ne pas être marginalisés dans le cadre des négociations entre blocs ethniques. Sur les effets politiques de l'affaire EATEC, voir J.M. Klopp, 2002. Cet article montre les effets positifs de la réinvention du nationalisme nandi. Les massacres de 2008 révèlent la facette sombre de cette même idéologie.

## **VIOLENCES URBAINES ET MASSACRES POLICIERS**

La plupart des villes du pays ont été affectées par les violences électorales, mais de façon très différente d'un lieu à l'autre. De nombreux bidonvilles ont été touchés par de graves tensions intercommunautaires. Les urbains ont également subi la persécution des forces policières qui ont souvent agi comme des acteurs sociaux au service d'un camp. Les policiers se sont couramment comportés comme les alliés fidèles et très partisans des gouvernants. Mais dans certaines régions, ils ne sont pas apparus comme les représentants de l'État et des titulaires du pouvoir. Ainsi, ils pouvaient ouvertement soutenir l'opposition, y compris quand en son nom des groupes perpétreraient des massacres.

Kisumu a été l'une des villes les plus affectées par les violences électorales. Dans les jours qui ont suivi l'annonce des résultats des élections, Kisumu a écrit une nouvelle page de sa martyrologie politique. Dans la capitale luo, fief de la famille Odinga, toute impression de victoire volée devait immanquablement provoquer un soulèvement populaire. Depuis quarante ans, les Luo cultivent un sentiment vivace de frustration sinon de persécution. Ils se sentent écartés du pouvoir mais R. Odinga a recréé un espoir prophétique que les épreuves amplifient. De plus, ce leader a toujours intégré les jeunes dans ces projets politiques. R. Odinga est l'un des très rares politiciens kenyans qui ait réfléchi et tenu compte de la question des jeunes. Alors que la classe politique les considère comme des cadets sociaux qui doivent se soumettre à l'hégémonie des seniors et des élites, R. Odinga tient compte du fait que dans la démocratie électorale kenyane, les jeunes constituent un groupe essentiel sinon majoritaire et qui aspire toujours à une autonomie au moins relative par rapport aux anciens. Ainsi, il les traite comme une entité spécifique qui serait un interlocuteur légitime. Dès lors, il bénéficie d'une grande popularité parmi les jeunes luo mais également dans les autres communautés.

Dès l'annonce de la réélection de M. Kibaki, les rues de Kisumu ont été envahies. Plus que jamais, les foules avaient besoin de boucs émissaires. La petite minorité indienne très implantée dans le commerce et l'industrie a vu ses commerces et ses dépôts pillés. Mais ces familles ne se sont pas senties menacées et apparemment, aucun de ces acteurs économiques importants n'envisage de quitter la région ou le pays. Outre des dégâts matériels, ces manifestations populaires ont occasionné de nombreux morts, tués pour la plupart par la police.

Durant la première vague de violence, les forces de l'ordre auraient provoqué à Kisumu plus d'une centaine de décès. C'est probablement l'un des plus gros massacres de la crise qui a suivi les élections de 2007. Il faut y voir l'effet d'une politique de brutalisation d'une opposition contre laquelle on n'hésite pas à utiliser la fameuse « *shoot to kill policy* » si caractéristique de la police de l'ère autocratique de D. arap Moi. Apparemment, la répression a été plus sanglante que prévue, du fait d'une grande incompétence des effectifs amenés à Kisumu. Du moins, les forces les mieux formées à la répression des manifestation de rue<sup>32</sup> avaient été cantonnées à Nairobi où les gouvernants souhaitaient verrouiller la situation et empêcher coûte que coûte des rassemblements de l'opposition.

Ces pratiques policières meurtrières sont significatives d'une corporation où l'essentiel des effectifs reste mal formée et assurée d'une impunité absolue. Ainsi, la tuerie de Kisumu ne se rajoute qu'au long catalogue des massacres perpétrés par les forces de l'ordre : Garissa (1980), Wagala (1984) où près de 500 Somali auraient été tués, Madogashe (1982), Bagala (1989), Malkameri (1996) notamment.

---

<sup>32</sup> Les forces du GSU (General Service Unit, unité paramilitaire) ont été formées en Israël et leurs équipements de lutte contre les manifestations ont été fournis par la France.

Nairobi, la capitale du pays a également subi plusieurs phases de violences particulièrement meurtrières. Comment se sont-elles déclenchées ? Peut-on parler d'éruption spontanée de tensions armées ou doit-on rechercher des responsabilités plus précises, notamment du côté des politiciens ?

Il est encore difficile de savoir si des notables et en particulier des élus ou d'anciens élus ont provoqué des tensions intercommunautaires dans certains quartiers de Nairobi. Si c'est le cas, les motivations pouvaient être variées. Au niveau du pays, des leaders de l'opposition ont joué la carte de la violence afin d'obliger les sortants à négocier sans trop tergiverser. Cette stratégie a pu avoir des effets dans la principale ville du Kenya. D'autant que depuis le retour du multipartisme les politiciens utilisent les violences inter-ethniques pour discipliner les classes moyennes et les contraindre à ne pas distendre leurs liens avec leur communauté en zone rurale. Tout particulièrement à Nairobi, les quartiers de classe moyenne sont très insuffisants pour accueillir la masse des salariés qui ne se considèrent plus comme relevant des classes populaires. Bien souvent, ils ne trouvent des logements que dans les bidonvilles où les cahutes, les maisons de carton et de plastique cohabitent avec un habitat très décent. Tous ces Nairobiens aux revenus corrects et qui ne peuvent se loger que dans les bidonvilles, sont de plus en plus contraints à rejoindre les zones où leur ethnie est bien représentée. Le pluralisme ethnique des quartiers de classe moyenne n'est pas de mise dans les bidonvilles, ou l'est de moins en moins du fait des nettoyages ethniques que la crise électorale a amené.

Il est difficile d'attribuer les massacres de Mathare, Dandora, Kariobangi aux seuls politiciens. Les milices de jeunes ont également une responsabilité. Elles se disputent le marché concurrentiel de la sécurité et du rançonnement, parmi beaucoup d'autres trafics possibles. La crise électorale a permis de contester l'hégémonie de

certaines bandes sur des quartiers ou des rues. Ces gangs utilisent également les tensions sociales de leurs zones et en particulier celles issues de ce que les journalistes ont appelé la « *guerre des loyers* »<sup>33</sup>. Il est d'autant plus facile d'instrumentaliser ces ressentiments que les propriétaires des logements sont le plus souvent des Kikuyu alors que les locataires appartiennent couramment à d'autres communautés.

Un troisième acteur social a joué un rôle important dans les massacres de Nairobi. En effet, la police, comme à Kisumu a commis de nombreuses exactions<sup>34</sup>. Elle a surtout sévi à Kibera qui fait partie de la circonscription de R. Odinga, le leader de l'opposition. La police kenyane a oublié depuis longtemps sa devise, *Utumishi kwa wote* (Au service de tous).

Les massacres de Nairobi se sont essentiellement déroulés durant les quinze premiers jours de la crise. À partir de la mi-janvier, une paix armée semble s'être instaurée. Certaines milices sortent très renforcées de ces tensions. C'est le cas de Mungiki. Après avoir subi plusieurs revers et avoir été expulsée de certaines zones de Mathare, ce mouvement a pu se réarmer, avec la protection tacite de la police qui avait persécuté ces jeunes durant toute l'année 2007. Cette secte néo-prophétique qui vit de ses activités de milice a poursuivi sa résurrection dans les autres villes kikuyu (en particulier à Thika, et Kiambu) ou à forte présence kikuyu (dans l'est de la province de la Rift Valley). « *Du 23 au 30 janvier, les milices kikuyu dans les villes de la Rift Valley — Molo, Naivasha et Nakuru — ont mené des pogroms qui visaient les communautés locales Luo, Luhya, Kalenjin, et d'autres groupes minoritaires considérés comme associés à l'ODM et, par extension, aux violences contre les Kikuyu ailleurs dans le pays* » nous dit le rapport de Human Rights Watch<sup>35</sup>. Ben Rawlence, le rédacteur de ce rapport souligne dans son texte comme lors de ses

---

<sup>33</sup> M.A. Goux, 2003 ; P. Mbataru, 2003.

<sup>34</sup> Human Rights Watch, *Ballots to Bullets*, *op. cit.*, pp. 32–35.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 43.

interviews l'implication des groupes de Mungiki. Des politiciens auraient financé ces violences. De nombreuses rumeurs circulent et certains noms sont souvent répétés. C'est le cas en particulier de Samuel Paul Kihara, un ancien parlementaire qui aurait également incité les forces de police de Naivasha à rester passives durant les massacres et à empêcher les fonctionnaires de la prison d'intervenir<sup>36</sup>.

On prête peut-être beaucoup à Mungiki que l'on a cru impliqué dans de nombreux foyers de tensions de la seconde vague violence (à partir de la fin janvier 2008). Mungiki est devenu une marque de fabrique dont le seul nom fait peur. Cette organisation est devenue le symbole d'une culture des milices qui a prospéré sur la privatisation de la sécurité dans l'ensemble du pays. Mungiki est la milice la plus fameuse du pays mais elle doit également sa réussite à ses caractères notamment religieux bien spécifiques<sup>37</sup>. Elle a ainsi des atouts qui pourraient lui permettre de mieux capitaliser sur l'après-crise que les autres bandes. Car ces déchaînements de violences qui ont mis les jeunes sur le devant de la scène leur ont également montré leur capacité à changer la donne. À l'évidence, la question des jeunes sera un enjeu crucial de la reconstruction.

### **Conclusion**

Avec les accords négociés sous le parrainage de Kofi Annan, les violences liées à la crise électorale ont semblé se calmer. Depuis la fin février, il subsiste quelques poches de tensions, principalement sur les

---

<sup>36</sup> La prison de Naivasha est l'une des plus importantes du pays. Plus de 500 gardiens y travaillent. Lors des violences, le directeur de la prison a demandé à ses

flancs du Mont Elgon et plus sporadiquement dans les déserts du Nord du pays. Dans la région du Mont Elgon, les gouvernants ont profité du récent répit pour envoyer des troupes enfin disponibles. Le GSU puis l'armée ont occupé cette zone. Du côté ougandais, l'armée a essayé de bloquer la frontière. Elle a arrêté quelques jeunes qui ont été expulsés vers le Kenya. Cette nouvelle entente entre les deux pays<sup>38</sup> a provisoirement mis fin aux exactions de la *Sabaot Land Defense Force* (SLDF). Mais les forces de cette guérilla restent intactes et aucune solution politique n'est actuellement négociée.

Tout le Nord semi-désertique du Kenya connaît également des tensions liées aux effets d'une sécheresse durable et d'une quasi-famine dans de nombreuses zones. Comme d'habitude, ces conjonctures provoquent de nombreux accrochages armés. Mais dans ces régions, il est difficile de distinguer clairement les violences « habituelles » de celles liées aux élections. Depuis février 2008, les trois districts de Laikipia subissent des accrochages entre des fermiers kikuyu et des groupes de pasteurs turkana et tugen qui seraient en quête de pâturages. Mais certains estiment que les vols de troupeaux ont été provoqués sinon financés par des politiciens qui cherchent à attiser les violences<sup>39</sup>.

Néanmoins, un mois après le cessez-le-feu, la situation kenyane semble calme mais certainement pas pacifiée. Les braises seront réactivées si un partage effectif du pouvoir n'est pas mis en oeuvre. Or, on constate que les deux parties ont du mal à s'entendre.

---

<sup>38</sup> La crise kenyane a souligné la dépendance économique de l'Ouganda vis-à-vis de son voisin. Y. Museveni a été obligé de négocier avec les gouvernants kenyans des solutions permettant au transport de marchandises vers l'Afrique des Grands Lacs de reprendre rapidement en dépit des nombreux barrages érigés sur les deux principales routes conduisant de Nairobi à Kampala.

<sup>39</sup> Integrated Regional Information Networks (IRIN), « Kenya: Tracing roots of conflict in Laikipia », 31 mars 2008.

On manque encore de recul pour évaluer les effets de ces terribles violences électorales. Il ressort d'abord que l'ethnonationalisme d'exclusion, qui semblait essentiellement cantonné à la Rift Valley, a envahi tout l'espace politique national. Plus que jamais, les différentes communautés ont du mal à cohabiter dans tout le Kenya dit « utile » c'est à dire situé au dessus de 1500 mètres d'altitude. L'idée nationale est fracturée de tous les côtés et l'État est durablement déconsidéré. Mais la stratégie de la fraude électorale et des violences amène des gains évidents, en particulier pour la haute élite. Ainsi, l'oligarchie kikuyu que l'élection avait affaibli<sup>40</sup> ressort de la crise re-légitimée, du moins au sein de sa communauté ethnique.

Si tant est que la crise soit finie, le Kenya va devoir négocier l'après-conflit. Les accords de cessez-le-feu ont déjà prévu des mesures de justice transitionnelle sous forme de commissions chargées d'expliquer les modalités et les causes du fiasco électoral. De plus, une commission Justice et Réconciliation s'efforcera de faire la lumière sur les violences qui ont suivi le scrutin. Ces organismes auront du mal à s'imposer dans un pays désenchanté par l'utilisation systématique de ces travaux coûteux et jamais suivis d'effets<sup>41</sup>. Les Kenyans y voient d'abord « *un moyen de calmer de le jobard* » selon l'expression agressive d'Erving Goffman. Ils ont aussi du mal à croire que les leaders qui ont perpétré les massacres seront poursuivis devant les tribunaux. Le régime Kibaki a clairement montré que la classe politique est nantie d'une immunité absolue. Cette règle tacite fonctionne même pour les

---

<sup>40</sup> Dans la Province Centrale, seulement 8 députés sur 29 ont été réélus. De nombreux ministres ont été renvoyés dans leurs pénates. Les électeurs kikuyu ont massivement voté pour le parti au pouvoir mais ils ont rejeté la nomenclatura qui entoure le Président de la République.

<sup>41</sup> Depuis le retour du multipartisme, le Président Moi a nommé des commissions sur tous les sujets sensibles. Le plus souvent, les rapports n'étaient pas rendus public ou très tardivement, comme ce fut le cas pour les rapports sur les massacres ethniques de 1992 – 1993 ou les conclusions de la Commission Kirima sur les cultes du Diable.

politiciens de l'opposition. Sans chercher à prédire l'avenir, on peut affirmer que les modalités de la justice transitionnelle dépendent des caractères et de la forme de la transition politique. Les accords de paix ont prévu que la sortie de crise se fera par un partage du pouvoir. Dans ces conditions, comment envisager de punir pénalement des leaders politiques qui ont commis des massacres ? Il est probable que le devoir de justice et le travail de mémoire seront limités au maximum afin de permettre des collaborations entre anciens ennemis.

La justice transitionnelle, de même que les mesures de justice réparatrice, visent à panser les plaies, mais elle ne mettent pas fin aux causes des conflits. La crise kenyane a beaucoup fonctionné sur le rejet de certains groupes communautaires qui sont accusés de s'enrichir au dépens des autres populations. Le régime du Président Moi avait à la fois orchestré (et manipulé) cette idéologie d'exclusion mais il avait également mis en oeuvre des politiques de rattrapage des retards que certains groupes subiraient. Ainsi, une politique de quota a fonctionné dans les universités afin de faciliter l'intégration des jeunes issus d'ethnies pastorales. Dans le recrutement des fonctionnaires, des mesures similaires devaient rétablir une égalité des chances entre les ethnies. Sauf que ces mesures étaient perçues comme des politiques de copinage et de clientélisme. Néanmoins, de nombreux Kenyans et un certain nombre de groupes politiques préconisent une répartition plus équitable des mannes de l'État entre les différentes régions du pays.

Certains analystes ont interprété la crise kenyane comme une révolte des pauvres contre un système économique trop inégalitaire. Il est vrai que le Kenya est un des pays où les inégalités sociales sont les plus marquées. Les experts ont beaucoup débattu pour savoir si la forte croissance économique de ces dernières années a profité à tous ou seulement à une petite minorité de privilégiés. Au seul regard des statistiques des Nations Unies, la pauvreté a augmenté durant ces trois dernières années de croissance économique. Les services de l'État

affirment le contraire : « *A la fin du mois d'avril 2007, une étude conjointe du gouvernement et des donateurs sur les conditions de vie dans le pays révéla que les niveaux de pauvreté avaient diminué de 56 à 46 % et qu'ils continuaient à décliner* »<sup>42</sup>. Au delà des querelles de statistiques, les sondages montrent que les Kenyans ont majoritairement l'impression que leurs conditions de vie ne se sont pas améliorées ces dernières années. Ils ont surtout conscience que les mécanismes de solidarité collective font défaut. Les familles sont des filets de sécurité très imparfaits. Avec la crise électorale, l'ethnie est redevenue, plus que jamais, une protection (très imparfaite) contre les agressions des autres communautés. Mais les systèmes de sécurité sociale font défaut. C. Ngilu, la ministre de la santé du premier mandat présidentiel de M. Kibaki avait préconisé une assurance-maladie de base, ce qui a été finalement rejeté. Kalonzo Musyoka et dans une moindre mesure, R. Odinga ont fait leur campagne présidentielle sur un programme de développement d'un embryon d'État-providence. Ainsi, le besoin d'une protection sociale est au coeur des débats politiques. Il faut y voir le meilleur des espoirs pour la sauvegarde d'une citoyenneté kenyane.

La crise kenyane a également souligné la portée de la question foncière. Les politiciens comme les analystes ne cessent de rappeler que les Kenyans manquent de terres. Mais cette faim ne sera jamais rassasiée. D'autant que les maigres programmes de distribution de terre ne font qu'attiser les fantasmes et les frustrations et que le statut juridique de la propriété apparaît plus que jamais incertain. On sait que Hernando de Soto<sup>43</sup> a remporté un franc succès d'influence avec sa

---

<sup>42</sup> Michael Chege, « Weighed Down by Old Ethnic Baggage, Kenya Races to Another Historic Election », *Online Africa Policy Forum*, 22 juin 2007. Apparemment, ce rapport n'est toujours pas publié. La synthèse qu'en fait M. Chege n'indique pas sur quelle période le taux de pauvreté est passé de 56 à 46 %.

<sup>43</sup> H. de Soto, 2000. Ses théories ont été plébiscitées par des personnalités aussi diverses que Margaret Thatcher ou Milton Friedman.

thèse selon laquelle le capitalisme échoue en dehors de l'Occident car le droit de propriété n'y est pas garanti. Selon lui, le développement passe par une vaste ouverture du droit de propriété qui incitera les petits entrepreneurs à jouer le jeu du marché. Cela serait particulièrement pertinent dans le domaine de l'agriculture. Il faudrait notamment donner des droits de propriété aux squatters ou du moins légaliser leur statut. Son approche peut paraître simpliste mais elle met l'accent sur la nécessité d'étendre la participation au système capitaliste à de plus vastes populations. Cela suppose notamment une plus juste régulation du marché tel qu'il fonctionne au Kenya. Le capitalisme de copinage qui caractérise souvent les pratiques économiques de ce pays constitue probablement l'un des plus forts obstacles à une croissance économique plus équitablement répartie. Mais l'assainissement de l'économie de même que l'affirmation d'un véritable droit de propriété suppose un État prévisible et fortement réformé, notamment dans le domaine judiciaire.

La très violente crise des élections de 2007 a montré que la démocratie électorale reste encore très fragile. La classe politique épouse les valeurs de ce type de régime avec beaucoup d'arrière-pensées. Il lui est ainsi difficile de proposer sincèrement un contrat social qui remettra en question certaines sources de sa prospérité.

### **Bibliographie**

- APPADURAI, A. (2007). *Géographie de la colère*. Paris : Payot.
- BADEJO, B.A. (2005). *Raila Odinga. An Enigma in Kenyan Politics*. Lagos, Nairobi : Yintab Books.
- CHUA, A. (2008). *Le monde en feu. Violences sociales et mondialisation*. Paris : Seuil.
- ELKINS, C. (2005). *Imperial Reckoning: The Untold Story of Britain's Gulag in Kenya*. New York : Henry Holt, Jonathan Cape.

- FUREDI, F. (1989). *The Mau Mau War in Perspective*. Londres : James Currey.
- GOUX, M.-A. (2003). « Guerre des loyers dans les bidonvilles de Nairobi », *Politique africaine*, n°91, pp. 68–82.
- KANOGO, T. (1987). *Squatters & the Roots of Mau Mau*. Londres : James Currey.
- MAUPEU, H. (2002). « Physiologie d'un massacre: la tuerie du 3 mars 2002, Kariobangi North (Nairobi, Kenya) », *Annuaire de l'Afrique Orientale 2002*. Paris, Nairobi, Pau : L'Harmattan, IFRA, CREPAO.
- KAPLAN, R.D. (2000). *The Coming Anarchy*. New York : Random House.
- KLOPP, J.M. (2002). « Can Moral Ethnicity Trump Political Tribalism? The Struggle for Land and Nation in Kenya », *African Studies*, 61, 2.
- MBATARU P., (2003). « The anatomy of a crisis: Transitional Politics and the Rent Crisis in Nairobi », *Annuaire de l'Afrique Orientale 2003*. Paris, Nairobi, Pau : L'Harmattan, IFRA, CREPAO (pp. 189–232).
- MBEMBE, A. (2006). « Nécropolitique », *Raisons politiques*, n°21.
- OUCHO, J.O. (2002). *Undercurrents of Ethnic Conflict in Kenya*. Leiden : Brill.
- SOTO, H. de (2000). *Mystery of Capital. Why Capitalism Triumph in the West and Fails Everywhere Else*. New York : Bantam Press.